

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les cauchemars des ennemis de la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 14 AVRIL 2014

ENGLISH ESPAÑOL



Les cauchemars des ennemis de la Syrie

Par Ghaleb Kandil

Le célèbre journaliste d'investigation états-unien, Seymour Hersh, a fait des révélations importantes sur un accord conclu par les États-Unis avec la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, pour le transfert d'armes de Libye aux rebelles d'Al-Qaïda en Syrie [1]. Mais le plus grave dans ce qu'il a écrit concerne le crime à l'arme chimique perpétré par le Premier ministre turc, Recep Tayyeb Erdogan, dans la Ghouta orientale de Damas, fin août 2013, et la décision de Barak Obama de renoncer à l'agression militaire contre la Syrie, non pas en raison de la découverte du complot turc mais à cause de l'évaluation des équilibres militaires. Ces révélations, ainsi que d'autres faits, prouvent que la victoire de la Syrie et du président Bachar al-Assad est inévitable et

imminente, et provoque les pires cauchemars à Washington, Paris et Londres, et plus particulièrement à Riyad, Doha et Ankara.

► Premièrement : Seymour Hersh révèle que les États-Unis ont créé ce que la CIA a appelé « le canal des rats », pour appuyer les groupes d'Al-Qaïda en Syrie. Le financement et le transfert des armes récupérées dans les arsenaux libyens ont été confiés au trio saoudo-turco-qatari. Ces faits sont confirmés par la saisie par l'Armée libanaise, en mai 2012, du navire *Lutfallah II*, qui transportait 60 tonnes d'armes en provenance de Libye [2]. Les autorités libanaises ont étouffés l'affaire pour protéger des responsables politiques et sécuritaires proches de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, impliqués dans ce trafic. Visiblement, l'attitude des dirigeants libanais répondait à des exigences saoudo-américaines, selon les informations publiées par Hersh.

► Deuxièmement : Les faits rapportés par Seymour Hersh, citant des sources des services de renseignement états-uniens, sur le rôle d'Erdoğan et d'Al-Qaïda, montrent que le Premier ministre néo-ottoman est atteint d'une véritable hystérie à cause des défaites successives des groupes terroristes en Syrie. Erdoğan apporte une aide illimitée au Front al-Nosra avec la bénédiction des États-Unis.

Al-Nosra est le représentant officiel d'Al-Qaïda en Syrie et a été officiellement adoubé par Ayman al-Zawahiri, qui est un partenaire essentiel dans l'agression contre la Syrie. Les actions du dirigeant d'Al-Qaïda jouissent d'une couverture et d'un soutien des États-Unis, des États occidentaux, et des gouvernements saoudien, turc et qatari. Cela prouve que toutes les déclarations sur la lutte contre le terrorisme, lancées par ces pays, ne sont que purs mensonges.

► Troisièmement : Les informations citées dans cet article-document prouvent, sans l'ombre d'un doute, qu'Erdoğan est un criminel de guerre. Il a aidé Al-Qaïda à se procurer du gaz toxique pour l'utiliser dans des massacres contre la population syrienne à Khan al-Assal et dans la Ghouta orientale, pour justifier une guerre de l'Otan contre la Syrie, financée par l'Arabie saoudite.

Seymour Hersh révèle que l'attaque américano-atlantiste, qui devait commencer le 2 septembre 2013, était en fait une guerre d'extermination contre l'armée syrienne et les infrastructures du

pays. Ces informations mettent en avant les qualités de leader du président Bachar al-Assad, lorsqu'il a pris la décision de résister à l'agression et, ensuite, d'accepter le compromis sur les armes chimiques, proposé par la Russie, après la multiplication des indices sur le recul des États-Unis face à la force de dissuasion de la Syrie, de l'axe de la Résistance et de la Russie.

► Quatrièmement : Seymour Hersh indique que la décision de Barak Obama d'annuler l'attaque contre la Syrie fait suite aux évaluations de l'état-major des armées, qui ont été transmises au président américain par le général Martin Dempsey. Ces évaluations soulignaient que toute frappe contre la Syrie risquait de plonger les États-Unis et l'Otan dans une guerre régionale et mondiale coûteuse et dont l'issue est incertaine.

Cela prouve que la décision de la Syrie de résister, les avertissements clairs de l'Iran et la position ferme de la Russie ont imposé le recul de Washington.

Le cauchemar qui effraie l'alliance de la guerre contre la Syrie est en train de se concrétiser avec chaque avancée de l'armée syrienne sur le terrain et avec le regain de popularité du président Assad, qui est vu par de plus en plus de Syriens comme le seul homme capable de sauver le pays de la menace terroriste, de préserver son unité et de restaurer le calme et la sécurité. Le cauchemar va atteindre le pic de l'horreur pour Washington et ses alliés lorsque Bachar al-Assad sera réélu pour un nouveau mandat et que le rouleau-compresseur de l'armée syrienne poursuivra sa progression dans les différentes régions de Syrie, écrasant sur son passage les groupes terroristes.

Qui vivra verra.

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

« Il y a un tournant dans la crise au niveau militaire et des exploits permanents réalisés par l'armée dans la guerre contre le terrorisme, ainsi qu'au niveau social concernant la réconciliation nationale. L'État cherche d'abord à ramener la sécurité et la

stabilité dans les régions principales attaquées par les terroristes, et ensuite il poursuivra les poches et cellules dormantes. La Syrie est visée non seulement pour sa position géopolitique, mais aussi pour son rôle historique central dans la région et son influence sur la rue arabe. Il s'agit d'une tentative d'affaiblir la Syrie pour qu'elle change de politique, qui coïncide avec les intérêts du peuple syrien et diverge avec ceux des États-Unis et de l'Occident. Israël soutient les groupes terroristes. »

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Nous avons l'opportunité d'élire un président made in Lebanon. Il est naturel et logique que nous soutenions le candidat dont nous avons la conviction que son arrivée à la présidence réalisera l'intérêt national majeur auquel nous aspirons. Une éventuelle vacance à la présidence ouvrirait la porte aux ingérences internationales ou régionales. Après le 25 mai, chaque heure, chaque jour, chaque minute équivaldra à une pression supplémentaire sur les forces politiques afin qu'elles élisent un président. Personne au Liban ne veut le vide présidentiel, et cela est clair en ce qui me concerne. Il n'y a pas de problème au niveau du dialogue politique avec le Courant du Futur, à n'importe quel niveau que ce soit. Nous voulons un État fort, capable et juste. En ce qui concerne la question de la résistance, lorsque nous aurons un État fort et capable qui peut défendre le Liban, nous, les résistants, reviendrons à nos écoles, nos universités et nos champs. Nous saluons le plan sécuritaire adopté par le gouvernement pour rétablir le calme à Tripoli et dans la Békaa. Il faut accompagner les mesures de sécurité d'un plan général politique, économique, social et de développement. La résistance a besoin d'une société forte et solidaire et d'un État fort, capable et juste. Les dernières positions du président Michel Sleiman ne lui permettent plus de diriger un dialogue national. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« La problématique du quorum lors de la séance de l'élection présidentielle ne se pose pas aujourd'hui vu que toutes les factions affirment refuser le vide ou le boycott. C'est d'ailleurs en ce sens que se sont déroulés les débats au patriarcat maronite entre les différentes factions politiques chrétiennes. Je garde cependant ma

position au sujet du quorum qui devrait être de la moitié plus un. Ceux qui recourront au boycott en paieront le prix et perdront tant sur le plan politique que populaire. Les Libanais en général, les chrétiens et le patriarcat maronite en particulier, ne demeureront pas les bras croisés face au vide. Je conseille au 8-Mars de ne pas se mobiliser dans cette direction. La théorie qui veut que le vide soit préférable à un président faible ne tient plus, vu que le 14-Mars a désormais un candidat fort –moi, en principe– et que le 8-Mars a également un candidat fort –même si toujours implicite– qui est le général Aoun. Si la séance se tient avec un quorum des deux tiers, il sera difficile qu'un candidat obtienne, dès le premier tour, la majorité requise. Quant au second tour, il s'agira d'obtenir la moitié plus un. Je pense pouvoir obtenir ce nombre. En effet, j'aurais obtenu les 59 voix du 14-Mars, ce qui signifie qu'il ne me manquerait que 6 voix. Le scénario ne me semble donc pas impossible. La balance penche aujourd'hui du côté du 14-Mars qui pourra remporter les élections de 2014, tout comme il a remporté les législatives de 2009, à condition de faire le bon choix et de s'y conformer jusqu'au bout. Au cas où je serais élu, je présenterais au Hezbollah un projet de partenariat pour l'instauration d'un État fort, unique responsable de la défense de ses citoyens. Dans cette perspective, l'Armée libanaise aura l'exclusivité des armes, sachant que les chiites eux-mêmes sont les premiers à pâtir de la situation actuelle. Si j'accède à la présidence, je maintiendrais la doctrine actuelle de l'armée : Israël est l'ennemi. Cependant, seule l'armée serait responsable de la mettre en œuvre. L'armée est aujourd'hui capable de remplacer le Hezbollah. »

Béchara Raï, patriarche maronite

« Je demande aux députés de ne pas jouer avec l'échéance présidentielle qui est à la base des institutions de l'État libanais. Parler de vide, insinuer que certains y travaillent à des fins inavouées, c'est faire affront à la dignité de la patrie et du peuple. C'est un aveu d'impuissance de la part des députés et des responsables. Assurer le quorum et élire un président est un engagement à la fois national et éthique. Le Liban a besoin d'un président qui soit fort, qui se distingue par sa moralité et l'exemplarité de sa conduite personnelle et professionnelle, qui

soit capable de consolider l'État et les institutions, de défendre la Constitution, le pacte national et les constantes. Ce doit être aussi un président capable de lutter contre la corruption, les détournements de fonds publics et le pillage du Trésor. Enfin un président qui soit fort de l'appui de sa propre communauté, exactement comme le décrit le Mémoire national publié par Bkerké. »

Événements

- Le quotidien *Al-Akhbar* rapporte que le Patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, envisagerait de rester durant toute la période qui précède la séance de l'élection présidentielle en dehors du Liban. Des sources proches du prélat ont indiqué que le patriarche visitera plusieurs pays, après avoir perdu tout espoir suite à ses rencontres avec les dirigeants maronite, celles-là n'ayant abouti à aucune percée concernant l'échéance présidentielle.

- Un ancien combattant de la guerre civile syrienne, soupçonné de préparer des attentats en Égypte, a été arrêté à Suez, rapporte dimanche l'agence de presse égyptienne *Mena*. Waël Ahmed Abdel Fattah, ancien employé d'une compagnie pétrolière, est allé combattre en Syrie dans les rangs des islamistes du Front al-Nosra, en lutte contre le régime du président Bachar al-Assad. Il est soupçonné de travailler toujours pour des organisations islamistes, ajoute *Mena*. Des militaires égyptiens ont par ailleurs abattu dimanche trois activistes qui tentaient d'attaquer un poste de contrôle à Cheikh Zouwaïd, dans le nord de la péninsule du Sinaï, a fait savoir l'armée. Quatre autres activistes ont été arrêtés dans le même secteur. Depuis le renversement en juillet dernier par l'armée du président Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans, les islamistes basés dans le Sinaï ont intensifié leurs attaques contre la police et l'armée, tuant des centaines de leurs membres.

- La Cour suprême iranienne a commué à 10 ans de prison la peine de mort pour espionnage prononcée contre un ancien

militaire irano-américain, ont rapporté dimanche les médias. Arrêté en août 2011, Amir Hekmati a été reconnu coupable d'espionnage au profit de la CIA, l'agence US de renseignement, en dépit des démentis de Washington. Il avait été condamné à mort en janvier 2012 mais sa peine avait été annulée deux mois plus tard par la Cour suprême. « La peine de mort a été cassée et la Cour suprême l'a commuée en 10 années de prison », a déclaré l'avocat de M. Hekmati, Mahmoud Alizadeh Tabatabaei, cité par le quotidien *Shargh*. Amir Hekmati, né aux États-Unis de parents iraniens, a servi dans les Marines US puis comme consultant, en tant que traducteur. Selon sa famille, il était en Iran pour voir sa famille quand il a été arrêté. Ali Hekmati, père d'Amir, a envoyé une lettre au président Rohani, affirmant être « très malade » et vouloir passer avec son fils le temps qui lui reste à vivre. Le président états-unien Barak Obama avait même évoqué le cas de l'ancien militaire en septembre 2013 lors de sa conversation téléphonique historique avec M. Rohani, la première entre dirigeants des deux pays depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 1980.

- Un homme armé a abattu le prêtre jésuite néerlandais Frans van der Lugt, 75 ans, installé depuis des décennies à Homs, dans le centre de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Arrivé en Syrie en 1966, le prêtre avait choisi de rester dans la Vieille ville de Homs, contrôlé par les rebelles syriens.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Nabil Haitham (11 avril 2014)

Le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, semble certain que Saad Hariri annoncera son soutien à sa candidature en temps voulu. Selon un responsable des FL, Hariri aurait même fourni des garanties à Geagea à ce sujet.

En contrepartie, un groupe de personnes influentes au sein du Courant patriotique libre (CPL) considère que le soutien de Hariri à la candidature Aoun est « dans la poche ». En effet, il existe dans

les rangs des FL une inquiétude suscitée par la rencontre Aoun-Hariri à Paris, d'autant que le leader du Futur n'en avait pas averti ses alliés alors que Michel Aoun avait demandé l'approbation des siens, en veillant à les tenir informés des résultats de l'entretien. Hariri, quant à lui, avait même commencé par nier la rencontre.

Certains estiment que l'approche de Saad Hariri se fonde sur la règle « du possible et de l'impossible » : D'une part, l'accession de Samir Geagea à la présidence semble impossible. Dès lors, Hariri soutiendrait-il une candidature perdue d'avance ? D'autre part, il ne fait nul doute que cette candidature est considérée comme une provocation par l'écrasante majorité des Libanais. En outre, s'il appuie la candidature Geagea, Hariri sera contraint d'assurer une conjoncture locale, régionale et internationale favorable. Enfin, après avoir perdu les paris relatifs à la crise syrienne, il serait illogique que Hariri soutienne une candidature suicidaire et provocatrice.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars

Khalil Fleihane (11 avril 2014)

La présidentielle était le plat principal du déjeuner ayant réuni le ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil et l'émissaire de François Hollande, Emmanuel Bonne, dans un restaurant huppé à proximité du Palais Bustros. Autour de ce déjeuner qui a duré près de deux heures, il a été question des chances de voir élu un nouveau président de la République dans le délai fixé par la Constitution, Il est probable que cette élection ait lieu étant donné que les parties concernées souhaitent organiser cette échéance et faire en sorte que le futur président soit, pour la première fois, de fabrication libanaise. Les échanges entre les deux hommes sont restés confidentiels, bien que la position française soit bien connue désormais : la France encourage la tenue de l'élection dans le délai prévu par la Constitution, sans atermoiements. Elle est, en outre, favorable à l'élection d'un président qui présente un programme cohérent et soit capable de le mettre en œuvre. La France a d'ailleurs été rassurée par la formation du gouvernement d'intérêt national, fabriqué au Liban, et c'est la raison pour laquelle le président François Hollande espère que l'élection présidentielle

aura lieu sans tarder et sans ingérence extérieure.

Une source informée rapporte que la France ne soutient aucun candidat en particulier. Elle prône plutôt que de véritables efforts soient déployés afin que le futur chef d'État soit élu avant le 25 mai prochain, compte tenu de la dimension symbolique de la présidence libanaise dans le monde arabe : le Liban reste le pays du pluralisme dans un environnement arabe où la communauté chrétienne est persécutée pour obliger les chrétiens à émigrer vers des destinations plus sûres.

La même source fait état d'informations selon lesquelles les États-Unis, le Vatican et l'Arabie saoudite parrainent l'échéance présidentielle au Liban : des contacts sont en cours entre les trois parties pour que le Liban se trouve un président capable de le tenir à l'abri des dangers actuels.

An-Nahar (11 avril 2014)

Sarkis Naoum

Lors d'une tournée aux États-Unis, j'ai rencontré le responsable d'un important centre de recherches à Washington. Ce responsable a affirmé que le président Barak Obama est opposé à toute intervention militaire états-unienne en Syrie et au Proche-Orient d'une manière générale. « Il ne fera donc rien, ni en Syrie, ni dans le conflit israélo-palestinien. Je pense d'ailleurs qu'en raison de la présence des islamistes takfiristes, Bachar al-Assad pourrait gagner en fin de compte dans le sens où il pourra se maintenir au pouvoir », a déclaré ce chercheur.

An-Nahar (9 avril 2014)

Samir Mansour

Quelles sont les perspectives du dialogue qui a été entamé entre le Hezbollah et le Courant du futur au niveau sécuritaire. Des sources sécuritaires précisent que les liens n'ont jamais été rompus entre le chef de l'unité de liaison et de coordination du Hezbollah, Wafiq Safa, et le ministre Achraf Rifi, depuis qu'il dirigeait les Forces de sécurité intérieure (FSI). Les mêmes milieux ajoutent qu'il n'y a aucune nouveauté sur le plan politique entre les deux parties, soulignant que les sujets faisant l'objet de divergences restent inchangés, et qu'aucun contact politique n'a été entrepris en vue de les traiter. Le règlement des dossiers litigieux —le retrait du

Hezbollah de Syrie, les armes, la stratégie de défense, et le TSL— nécessite un dialogue sérieux, franc et profond, La coordination sécuritaire entre les deux formations peut en être le premier pas.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(11 avril 2014)

Le conseiller du président de la République française pour la zone ANMO, Emmanuel Bonne, a déclaré, au sortir de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil, que « ce sont les parlementaires libanais qui éliront le nouveau président » et qu'il est « possible d'élire un nouveau président, tout comme le nouveau gouvernement a été mis en place à la faveur de la volonté des responsables politiques ».

Toutefois, ce communiqué a été tronqué. Le paragraphe suivant a été supprimé dans la version diffusée par l'Agence nationale d'information : « Interrogé sur le fait que Michel Aoun bénéficie d'une large popularité, il s'est gardé de toute réponse, se contentant d'affirmer que le programme du président n'est pas important au Liban parce que c'est le gouvernement réuni qui prend les décisions ».

Al-Akhbar (11 avril 2014)

Roula Ibrahim

Si Saad Hariri envisage de briguer la présidence du Conseil des ministres, le Premier ministre Tammam Salam ne se portera pas candidat, car, s'il le fait, aucune des forces du 14-Mars ne prendra sa candidature en considération. Or, en contrepartie, il est certain que Hariri ne préviendra pas Salam s'il décide de retourner au Grand Sérail. Ces propos sont ceux de sources liées aux Forces libanaises, qui, en évoquant la candidature de Samir Geagea à la présidence, font le parallèle entre celui-ci et Hariri : « 'Le Tammam Salam des chrétiens au sein du 14-Mars', en d'autres termes, Amine Gemayel, ne peut se porter candidat à la présidence de la République si 'le Hariri des maronites', c'est-à-dire Samir Geagea, a déjà présenté sa candidature ». Les détracteurs, tout comme les adeptes du chef des FL au sein du 14-Mars considèrent que ce dernier a imposé sa candidature, barrant la route à ses alliés. À en croire les mêmes sources, le comité exécutif des FL a tenu à se réunir avant la réunion du bureau politique des Kataëb, prévue

pour lundi dernier et destinée à discuter de la candidature de Amine Gemayel, donnant ainsi lieu à son annulation. Les FL tentent dans cette bataille présidentielle de régler les comptes avec le Courant du futur, qui s'est passé de la représentation des FL au sein du nouveau gouvernement. Les milieux liés tant aux FL qu'au Futur ne nient pas que les deux parties sont en froid et que les députés du 14-Mars sont perdus face au mutisme dans lequel s'est muré Hariri depuis l'annonce de la candidature Geagea. Cette dissension démocratique qui sévit au sein du 14-Mars sera surmontée avec l'arrivée d'un mot de passe saoudien. Cependant, les répercussions négatives de l'approche adoptée par Geagea à l'égard de Hariri ne seront pas réglées. Peut-être, Geagea réussira-t-il à arracher le titre de « candidat du 14-Mars à la présidentielle », mais ceci ne le portera pas à la présidence.

Al-Akhbar (11 avril 2014)

Sami Kleib

Il y a un net revirement de cap des acteurs tant locaux qu'internationaux à l'égard du Hezbollah. Le Hezbollah ne s'est pas retiré de Syrie. Malgré cela, ses adversaires se siègent à ses côtés au gouvernement. Le Hezbollah n'a pas remis ses armes. Malgré cela, certains de ses adversaires ont été déçus de leurs armes et traqués conformément à un plan sécuritaire dont il participe à la mise en œuvre. Il n'a pas dit avoir changé de stratégie à l'égard d'Israël. Malgré cela, les Occidentaux sont revenus tapant à sa porte. Un diplomate européen a affirmé qu'il est indispensable de se concerter avec 'ce partenaire' gênant.

Le Hezbollah a prouvé de plus en plus être un acteur incontournable. Fort de ses capacités, de ses armes et de son expérience, il a imposé à Israël tout comme à ses adversaires locaux et régionaux, une équation dangereuse. Alors qu'il était accusé par l'Occident de terrorisme, le Hezbollah a commencé à contribuer à la lutte contre le terrorisme. Il n'est pas possible pour l'Armée libanaise de mener à bien la mise en œuvre du plan de sécurité actuel tout comme les autres plans à venir sans le soutien moral ou autre que lui est apporté par le parti. Sans lui, il n'est pas possible de mettre la main sur les organisations takfiristes et terroristes en Syrie. Les hauts responsables sécuritaires sont

conscients du rôle prépondérant que les services du Hezbollah ont joué sur le plan des renseignements, permettant de démanteler les réseaux qui semaient la terreur au Liban. L'exploitation des ressources pétrolières et gazières au Liban ne pourra pas être concrétisée si les investisseurs sont en hostilité avec le Hezbollah. L'environnement du Hezbollah est resté soudé, dans la foulée de la guerre de 2006, et même après son intervention en Syrie. Ces derniers jours, des prises de position états-uniennes, françaises, iraniennes et arabes se sont fait entendre, appelant à l'élection d'un président libanais consensuel. Aujourd'hui, le Hezbollah est un électeur principal, d'autant qu'il est capable de s'entendre avec le mouvement Amal, le chef du PSP, le bloc de Michel Aoun, avec certains de ses alliés. Ainsi qu'avec le Courant du futur. Le Hezbollah joue aujourd'hui plus que jamais un rôle dans un axe régional et international.

Al-Akhbar (11 avril 2014)

Yehia Dbouk

L'explosion qui a visé une patrouille israélienne dans les hameaux de Chebaa en février dernier, a été qualifiée par le Secrétaire générale du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, comme étant « une partie de la riposte » contre les raids israéliens menés dans la Békaa. Le Hezbollah a remporté le premier round du bras de fer engagé entre les deux ennemis depuis la fin de la guerre de 2006 et qui est appelé à s'inscrire dans la durée. L'intimidation verbale à laquelle se livrait Israël dans le passé contre le Hezbollah aura désormais l'effet d'un coup d'épée dans l'eau, car le parti lui a imposé ses règles de jeu. Pour inverser la situation, il va falloir que Tel-Aviv opte pour une initiative militaire directe, ce qui, le cas échéant, aura des répercussions et des conséquences qui l'empêchent d'y recourir.

Al-Liwaa (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(11 avril 2014)

Des sources diplomatiques occidentales ont démenti les échos qui circulaient concernant la visite du conseiller du président de la République française Emmanuel Bonne à Beyrouth, et selon lesquels ce déplacement ne serait pas sans rapport avec les tractations et les contacts relatifs à l'échéance présidentielle. Les

sources ont précisé que l'émissaire français s'est rendu au Liban dans le cadre d'une conférence régionale, dont la séance d'ouverture s'est tenue mercredi à l'Hôtel Monroe à Beyrouth, et qu'il ne compte pas avoir des pourparlers avec des responsables politiques libanais. Les sources soulignent cependant que Bonne participera à un déjeuner officiel qui sera offert en son honneur par le ministre Gebran Bassil.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Randa Takieddine, Paris (9 avril 2014)

Il ne fait guère de doute que quelque chose a changé dans les présidentielles au Liban. Autrefois, c'était la Syrie qui imposait aux forces locales l'élection d'un président de son choix. Toutefois, Damas n'est plus en mesure aujourd'hui de choisir le futur président libanais, tout en ayant toujours la capacité de bloquer cette échéance par l'entremise de son allié, le Hezbollah. Il appartient désormais aux forces qui existent sur le terrain d'élire le nouveau président, sachant que les forces régionales, tels l'Arabie saoudite et l'Iran, y jouent un rôle primordial. L'administration US, quant à elle, laisse entendre aux responsables tant libanais qu'occidentaux qu'elle n'interviendra pas dans le choix des noms ni dans le processus électoral. Elle affirme aussi ne pas imposer son veto à qui que ce soit, soulignant que son unique souci est le respect du délai constitutionnel.

Le président François Hollande suit le dossier de la présidentielle de près via son équipe. Les candidats à la présidentielle ont multiplié leurs visites à cette équipe. Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, détient un pouvoir qu'aucun de ses prédécesseurs ne pouvait se prévaloir. Le chef de la diplomatie française n'est pas grandement concerné par le dossier de la présidentielle libanaise, sachant que son équipe au sein de l'ANMO ainsi que l'ambassadeur français au Liban suivent avec intérêt le dossier. Ceci dit, Fabius prend souvent des décisions indépendamment de l'opinion de son équipe. Le locataire du Quai d'Orsay a une opinion propre à lui et n'a pas la volonté de s'impliquer dans une telle question compliquée, à l'inverse de François Hollande qui suit, examine et discute des dossiers étudiés par son équipe de travail. Cependant, le chef de l'État laisse à

Fabius le soin de prendre *in fine* la décision, quand il s'agit d'une question qui intéresse ce dernier.

Contrairement à ce qui se dit, Paris n'a pas de candidat à la présidentielle. Par contre, la France est consciente des complications liées aux candidatures des figures du 1er rang, en d'autres termes de Samir Geagea et de Michel Aoun. D'autres noms aussi sont mis sur le tapis dans les sphères diplomatiques occidentales : le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, le gouverneur de la Banque centrale, Riad Salamé, Robert Ghanem, Ziad Baroud et Jean Obeid. La liste est longue. Paris a fait savoir qu'il ne tombera pas cette fois dans le piège dans lequel a été pris l'ancien chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner. Celui-ci avait soumis au patriarche maronite Nasrallah Boutros Sfeir durant l'échéance précédente une liste de cinq présidentiables.

Pour sa part, Washington dit ne pas avoir imposé son veto à qui que ce soit, ce qui contredirait certaines informations confirmées selon lesquelles les États-Unis seraient opposés catégoriquement à l'élection d'un candidat du 2ème rang, qui a été autrefois extrêmement proche du régime syrien. L'administration US aurait fait part à la France tout comme à certains responsables libanais de sa position à cet égard depuis longtemps. Malgré cela, dire que Paris ou l'ambassadeur états-unien au Liban ont confirmé leur approbation de l'élection de Michel Aoun à la présidence n'est que pure rumeur.

Paris et Washington tiennent à ce qu'il n'y ait pas de vide. Des milieux informés en France excluent néanmoins à ce qu'il ait eu un deal entre Hariri, Aoun et le Hezbollah en faveur de l'accession du chef du CPL au Palais de Baabda. Ceci dit, l'élection de Michel Aoun à la présidence n'est pas impossible, une telle éventualité serait toutefois tributaire de plusieurs éléments dont les traits ne se sont toujours pas précisés. Il est de ce chef prématuré de se livrer à des pronostics sur la personnalité qui sera élue à la présidence.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-MRS)

Scarlett Haddad (7 avril 2014)

Les milieux diplomatiques étrangers au Liban ont aujourd'hui un

seul sujet d'intérêt, le sort de la présidentielle. Officiellement et officieusement, ils ne cessent de sonder les différentes parties politiques pour tenter de prévoir qui sera le futur locataire de Baabda, avec une attention particulière pour Bkerké, considérée comme ayant un rôle-clé dans le choix du nouveau président. Pourtant, le patriarche maronite ne cesse de répéter qu'il n'entrera pas dans le jeu des noms, préférant dresser un profil et des critères, sous un plafond de constantes. Malgré ces affirmations, les milieux politiques attribuent au patriarche maronite des préférences... C'est pour en savoir plus et parce que son pays s'intéresse de près à la situation au Liban et dans la région que l'ambassadeur de Russie, Alexander Zasytkin, a rencontré, chez l'ancien ministre et proche de Bkerké, Abdallah Farhat, Mgr Samir Mazloun, considéré comme ayant un rôle important au niveau des leaders chrétiens, en présence de l'ancien ministre Karim Pakradouni, l'ancien vice-président de la Chambre Élie Ferzli et cheikh Youssef al-Ayache.

Selon les présents, l'ambassadeur de Russie était curieux de connaître la position de Bkerké au sujet de la présidentielle et il a eu droit à un développement à la fois historique et politique qui se résume ainsi : de 1920 à 1975, ce qu'on appelle « la gouvernance maronite du pays » a construit des institutions qui ont fonctionné tant bien que mal et permis au Liban de fonctionner en tant que pays. La corruption est restée limitée, preuve en est que les leaders chrétiens de l'époque sont morts sans laisser de gros héritages et c'est d'ailleurs pourquoi, aujourd'hui, l'ordre des moines maronites s'est vu contraint d'acheter le domicile du général Fouad Chéhab qui risquait de se transformer en restaurant... Par contre, après Taëf et la réduction des prérogatives présidentielles au profit d'une gouvernance en principe collective mais en pratique essentiellement entre les mains des musulmans, il y a eu un processus de « désinstitutionnalisation » du pays, lequel est désormais gouverné par une sorte de cartel de clans et d'intérêts. Cette situation risque de s'aggraver et de détruire ce qui reste d'institutions publiques si la composante chrétienne du Liban ne retrouve pas ses droits. Dans ce contexte, la prochaine échéance présidentielle est l'occasion de ramener la partie chrétienne au sein du pouvoir, d'autant que le conflit entre les sunnites et les chiites

dans la région et au Liban est en train de saigner le pays à blanc. En d'autres termes, si la chance de la présidentielle n'est pas saisie et si les chrétiens continuent à être marginalisés, cela aura deux effets principaux : le conflit entre le 8 et le 14-Mars qui déchire le pays se poursuivra, en prenant de plus en plus une tournure de conflit confessionnel entre sunnites et chiites et le coup de grâce sera donné au Liban institutionnel. C'est dans cet esprit qu'il faut aborder l'échéance présidentielle.

De plus, l'idée de Bkerké est de faire de cette échéance la concrétisation du retour en force des chrétiens en les poussant à choisir eux-mêmes le président de la République, tout comme en gros les sunnites choisissent le Premier ministre et les chiites le président de la Chambre. C'est dans ce but qu'il a voulu réunir les pôles chrétiens pour qu'ils puissent s'entendre sur un profil ou des normes, à défaut de s'entendre sur un nom. Bkerké rappelle aussi qu'avant 1975, le parti Kataëb était le parti le plus structuré chez les chrétiens et celui qui était doté de la plus large assise populaire. Ce parti avait pourtant pour vocation de contribuer à choisir, mais aussi de protéger et d'appuyer le chef de l'État, symbole du pouvoir chrétien dans l'État libanais. En même temps, le chef des Kataëb Pierre Gemayel disait que son parti est celui de la légalité présidentielle, mais que si l'un de ses membres devenait président il serait menacé d'implosion. La suite des événements lui a d'ailleurs donné raison avec l'élection successive de deux présidents issus du parti, Bachir et Amine Gemayel.

Bien entendu, les circonstances ont beaucoup changé, mais Bkerké continue de croire que l'idéal serait d'avoir un président qui aurait l'appui de tous les pôles chrétiens. En tout cas, il est convaincu que les Libanais, et les chrétiens en particulier, sont devant une chance historique de choisir eux-mêmes leur président en profitant d'un contexte favorable, puisque la communauté internationale dans sa diversité est unanime dans sa volonté de préserver la stabilité du Liban. L'élection d'un nouveau président étant un facteur de stabilité, les Libanais devraient donc s'entendre pour élire leur président. En même temps, aucun pays, puissance régionale ou internationale n'a un choix précis pour l'instant. Ce qui signifie que le nouveau président peut être de « fabrication » libanaise. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les diplomates étrangers

en poste au Liban ne cessent de tâter le terrain auprès des différentes parties internes. Si, par malheur, les Libanais ne parvenaient pas à élire un nouveau président d'ici au 25 mai, ils auront laissé passer une chance unique et il faudra alors attendre un compromis régional et international qui produira un président comme cela a été le cas à Doha en mai 2008. Bkerké espère bien sûr ne pas en arriver là.

De son côté, l'ambassadeur de Russie a confirmé à ses interlocuteurs qu'il y a bel et bien un accord entre son pays et les États-Unis pour préserver la stabilité du Liban, sans pour autant aller jusqu'à choisir le président, que les députés libanais sont censés élire eux-mêmes. Alexander Zasytkin a aussi évoqué les liens avec la communauté chrétienne libanaise, se demandant pourquoi les chrétiens continuent à rester attachés à l'Occident, alors que celui-ci est devenu laïc. Il a, dans ce contexte, affirmé que la Russie est prête à aider les chrétiens de la région. Elle pourrait même accueillir un congrès pour les chrétiens de la région à Moscou si cela peut contribuer à les protéger et à préserver leur présence dans leurs pays respectifs...

Selon les présents, les discussions étaient donc intenses et profondes et le contact entre Bkerké et l'ambassade de Russie devrait se poursuivre. Toutefois, la priorité pour Bkerké reste l'élection présidentielle avec l'idée qu'il ne faut surtout pas croire, même l'espace d'un instant, que le pays peut continuer à fonctionner sans chef de l'État...

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News](#)

[1] "The Red Line and the Rat Line", by Seymour M. Hersh, *London Review of Books/Voltaire Network*, 12 April 2014.

[2] « Le Liban, plaque tournante du trafic d'armes et de matériels d'espionnage vers la Syrie », par Ghaleb Kandill, *New Orient News/Réseau Voltaire*, 15 septembre 2012.

Source : « Les cauchemars des ennemis de la Syrie », par Pierre Khalaf, *New Orient News, Réseau Voltaire*, 14 avril 2014, www.voltairenet.org/article183224.html